

COLLECTIF GUATEMALA

21 ter, rue Voltaire

75011 Paris - France

Tél. : 07 62 04 01 40

collectifguatemala@gmail.com

www.collectifguatemala.org

Directeur de publication : José Guerra

ISSN 12775169

Ont participé à ce numéro : Silvia Aldana, Jérémy Dupont, José Guerra,
Nora Hallopé, Ophélie Poulet, Chloé Rousset, Juan Arturo Sánchez
Lou Taburiaux, Fabio Trapani, Cyril Benoit et Léa Bernard

Photo de couverture : Prensa Comunitaria

Numéro 236

Septembre 2023

Édito :
La lumière au bout du tunnel

Par Silvia Aldana

P. 2

La sécurité des
défenseur.e.s des droits
humains au Guatemala

Par ACOGUATE/Chloé
Rousset

P. 3

Sur les traces des esca-
drons de la mort guaté-
maltèques avec l'affaire du
Diario Militar

Par Lou Taburiaux et Nora
Hallopé

P. 4-5

Le Guatemala à un carre-
four entre le rêve inespéré
de la révolution sociale (...)

Par Jérémy Dupont

P. 6

Nouvelles du terrain

Par Ophélie Poulet

P. 7

Lettre d'information du Collectif Guatemala

SOLIDARITÉ GUATEMALA



La lumière au bout du tunnel

Ces dernières années, le Guatemala a connu des montagnes crues politiques. En 2015, un climat de lassitude citoyenne, exprimée publiquement lors de manifestations d'ampleur, a poussé le gouvernement corrompu d'Otto Pérez Molina et de Roxana Baldetti à démissionner. Depuis et particulièrement depuis 2017, le Guatemala est plongé dans l'un des épisodes les plus sombres de sa démocratie. La cooptation des institutions publiques par une oligarchie politico-économique est désormais évidente, cette dernière cherchant non seulement à préserver ses privilèges injustement acquis, mais aussi à détruire le peu d'État de droit restant. Cela a conduit à la création d'une dictature de fait, qui persécute les journalistes et les opératrice-s de justice, tout en garantissant l'impunité et le statu quo. Les organisations et les personnes œuvrant pour la défense des droits humains et du territoire ont également été victimes de ce harcèlement (article ACOGUATE, page 3).

C'est dans ce contexte agité que le conseil d'administration d'ACOGUATE, composé du Collectif Guatemala, du Projet d'accompagnement Québec-Guatemala (Canada), de GuateSoli (Autriche) et de Peace Watch Switzerland (Suisse), a décidé fin 2022 de mettre un terme au projet d'accompagnement international en raison des difficultés internes rencontrées (baisse des financements, pandémie) et des tentatives de criminalisation menées contre celui-ci, à la suite d'une campagne de diffamation menée après la mission d'observation du 12 octobre 2021. Jugée comme la décision la plus raisonnable pour des raisons de sécurité, le processus de fermeture est toujours en cours. Une dernière mission, confiée à Arnaud Langlois et Ophélie Poulet, a été réalisée fin 2022. Ophélie nous livre dans ce numéro un bref résumé du travail effectué (brève page 7). Depuis, le conseil d'administration du Collectif Guatemala et les bénévoles travaillent à redéfinir les nouvelles actions d'accompagnement de la société civile guatémaltèque. Nous voyons dans ce contexte politique et social une opportunité d'adapter notre positionnement et nos outils d'intervention.

En parallèle, dans le cadre de notre travail de sensibilisation et de plaidoyer, nous avons poursuivi la traditionnelle tournée de défenseur-e-s, qui a accueilli cette année l'activiste Paulo Estrada et le sociologue Virgilio Álvarez Aragón. En plus d'échanger avec le public français sur les pratiques contre-insurrectionnelles de l'État guatémaltèque durant les années 80 (affaire Diario Militar), Paulo et Virgilio ont souligné l'importance des élections générales de 2023 pour garantir la continuité de la lutte pour la justice, et ce, dans un cadre de sécurité pour les défenseur-e-s des droits (Article de Lou Taburiaux et Nora Hallopé, pages 4-5).

Des élections 2023 qui, d'ailleurs, laissent entrevoir une petite lumière au bout du tunnel. Malgré un processus électoral vicié par la collusion d'institutions cooptées, le petit parti Movimiento Semilla, né des manifestations citoyennes de 2015, a accédé au second tour des présidentielles le 25 juin dernier. Alors que les élections semblaient jouées d'avance et n'offrir d'intérêt que pour la composition du Parlement, ces résultats pro-démocratie ont été aussi improbables qu'inattendus. Comme il fallait s'y attendre, l'entre-deux-tours a connu un déploiement de tout l'appareil d'État au service de la kleptocratie au pouvoir, pour tenter d'empêcher Semilla d'accéder au second tour (article de Jérémy Dupont, pages 6-7). En réponse à ces attaques, les citoyen-ne-s se sont mobilisé-e-s dans la rue pour défendre leur vote contre la corruption et appeler à un nouveau Printemps démocratique.

Comme vous pouvez le constater, cher-e-s lecteur-ice-s et adhérent-e-s, les mois qui se sont écoulés depuis notre dernier numéro du Solidarité Guatemala ont été remplis d'un travail intense au Guatemala et en France, ainsi que de vives émotions qui ont temporairement détournée notre attention de ce canal de communication. N'ayez crainte que celui-ci reste l'un de nos outils les plus précieux tant il permet de répondre aux fins de notre action : l'appui sur le terrain à la construction d'un État de droit et la sensibilisation auprès du public français. Après cette année de grandes épreuves, le Collectif est toujours vivant, dynamique et plein d'espoir ! Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de vous ; alors n'oubliez pas d'adhérer à l'association, de partager notre travail : restez à l'écoute de nos réseaux sociaux pour les campagnes d'adhésion et de dons qui auront lieu au cours du dernier trimestre de cette année.

ÉDITO

Par Silvia Aldana

Dans le cadre de leur accompagnement aux défenseur-e-s des droits humains au Guatemala, les membres d'ACOGUATE ont parcouru plusieurs régions du pays. Ce travail d'observation, d'écoute et d'échange a permis de dresser un panorama qui s'avère préoccupant concernant la possibilité pour les défenseur-e-s de travailler dans un environnement sécurisé.

L'année 2023 est marquée par un contexte d'élections municipales, législatives et présidentielles. Les personnes accompagnées sont particulièrement préoccupées par la possibilité que des campagnes électorales violentes se déroulent afin de mettre au pouvoir des personnes cherchant à servir leurs propres intérêts, qu'il s'agisse de ceux du trafic de drogue comme de ceux des entreprises multinationales. À titre d'exemple, la région de Chiquimula a été gravement affectée par le crime organisé. Les prochaines élections peuvent mener à une augmentation de la cooptation dans la région, entravant directement la capacité des communautés à disposer librement de leurs terres ancestrales¹. Dans la région de Nebaj, la campagne électorale municipale à venir a clairement augmenté les tensions sur le territoire. Les autorités ancestrales de la Alcaldia Indígena Ixil de Nebaj (tr. municipalité indigène ixil de Nebaj) sont notamment victimes d'actions violentes de la part de leurs opposants comme du pouvoir administratif corrompu².

Les défenseur-e-s signalent aussi une augmentation de la criminalisation à leur endroit, visant également des figures connues de la lutte contre la corruption. Ceci leur fait craindre une instrumentalisation du système judiciaire de la part de personnes voyant leurs intérêts personnels menacés, comme du « revanchisme » légal. Un exemple est l'emprisonnement du directeur du journal *El Periódico*, José Rubén Zamora, le 29 juillet 2022³. La criminalisation, qui passe notamment par l'utilisation abusive du droit pénal, a également été employée afin d'imposer les intérêts d'entreprises aux communautés. L'exil est devenu une alternative dans le pays, comme l'ont fait l'ex-procureur des droits humains, Jordán Rodas et l'ancienne procureure générale Claudia Paz y Paz. Lorsque des personnalités de la lutte contre la corruption et l'impunité cherchent à rester à leur poste, comme c'est le cas du juge Miguel Ángel Gálvez (en charge de l'affaire *Diario Militar*), une épée de Damoclès pèse au-dessus d'elles. Si la Cour interaméricaine des droits humains (CIDH) l'a autorisé à prendre des mesures de précaution pour se protéger contre les menaces qu'il reçoit⁴, Miguel Ángel Gálvez a dû renoncer à son poste et s'exiler pour assurer sa sécurité⁵.

1 <https://www.prensalibre.com/guatemala/politica/alcaldias-baja-la-sombra-del-narco/?fbclid=IwAR115-3kG6YwpnuHGdUqmtLn-xMTFKIR-4VXvA8ytnlCaqx-b0c-pdbsmHgs>

2 <https://www.prensacomunitaria.org/2022/09/agresion-contra-la-alcaldia-indigena-ixil-de-nebaj-busca-desaparecer-su-figura-de-autoridad/>

3 <https://elperiodico.com.gt/lo-mas-importante-de-hoy/2022/07/29/arrestan-al-periodista-y-presidente-de-elperiodico-jose-ruben-zamora/>

4 <https://www.prensalibre.com/guatemala/justicia/juez-miguel-angel-galvez-informa-a-la-csj-que-la-cidh-ratifico-protgerlo-con-urgencia-breking/>

5 <https://www.latimes.com/espanol/internacional/articulo->

Comme le montrent ces nombreux cas individuels, les défenseur-e-s craignent d'avoir de plus en plus de difficulté à recourir à une justice indépendante au service des citoyen-ne-s, et notamment du droit des peuples autochtones. ACOGUATE a également observé une tendance générale du report systématique des audiences judiciaires en lien avec des cas de violations des droits humains. Non seulement cette situation démotive le recours à l'accès à la justice pour tous et toutes - et encore plus pour les défenseur-e-s principalement victimes de ce genre de contournement - mais elle risque aussi de porter atteinte aux témoignages des personnes âgées ou malades, pour qui le temps joue en leur défaveur. Pour pallier ces problèmes, les organisations cherchent à enregistrer des témoignages "anticipés" afin de ne pas perdre l'accès aux informations et preuves nécessaires pour que justice soit rendue.

Au niveau local, les délégations représentant le Parquet spécial pour les droits humains (PDH) et la Police nationale civile (PNC) soulignent le manque structurel de moyens qui limite leurs capacités à répondre aux demandes qui leur sont faites (observation, présence) ou encore, parfois, leur capacité à exécuter des décisions juridiques, telles que les mesures de protection des défenseur-e-s criminalisé-e-s. Leurs capacités de dissuasion, de protection et de documentation, nécessaires pour assurer la sécurité des défenseur-e-s sur le terrain, se sont vues encore limitées par les conséquences des pluies torrentielles qui, quatrièmes les plus élevées en 40 ans, sont tombées sur une grande partie du territoire en septembre 2022. Le manque d'infrastructures de transport adaptées à de telles intempéries a rendu difficile la possibilité de se déplacer pour de nombreuses personnes. Ces difficultés ont aussi fragilisé l'organisation de réunions pour les défenseur-e-s des droits humains, et leur ont coupé l'accès à des territoires ruraux reculés⁶.

Enfin, de nombreuses organisations de défense des droits humains au Guatemala sont préoccupées par les implications de la nouvelle loi sur les ONGs, craignant une augmentation du contrôle de l'État sur leurs activités, au nom de la vague notion « d'altération de l'ordre public ». Cette loi a déjà provoqué des difficultés pour s'inscrire au registre des personnes morales, entraînant des difficultés administratives et financières subséquentes pour ces organisations⁷. Enfin, cette loi donne au Ministère Public la capacité de retirer de ce registre toutes ONGs considérées irrespectueuses de "l'ordre public".

Publié dans le bulletin d'information d'ACOGUATE, décembre 2022

[lo/2022-11-15/guatemala-renuncia-el-juez-que-llevo-a-juicio-a-exdictador](https://www.prensalibre.com/guatemala/justicia/juez-miguel-angel-galvez-informa-a-la-csj-que-la-cidh-ratifico-protgerlo-con-urgencia-breking/)

6 <https://www.prensalibre.com/guatemala/comunitario/temporada-de-lluvia-del-2022-ya-es-la-cuarta-mas-alta-en-40-anos/>

7 <https://www.wola.org/es/analisis/nueva-ley-ong-guatemala/>

Visite de Paulo Estrada en Europe : Sur les traces des escadrons de la mort guatémaltèques avec l'affaire du *Diario Militar*

Par Lou Taburiaux et Nora Hallopé

Du 12 au 26 mars dernier, le Collectif Guatemala a reçu le militant guatémaltèque Paulo Estrada pour une nouvelle tournée de défenseur-e-s. Paulo Estrada est archéologue légiste, à la fois co-président de l'observatoire juridique Verdad y Justicia (Vérité et Justice) au Guatemala, et coordinateur juridique de l'organisation FAMDEGUA, l'association de familles de détenu-e-s et de disparu-e-s du Guatemala. Cette dernière a porté devant la justice plus d'une quinzaine d'affaires de disparitions forcées et de massacres perpétrés durant le conflit armé interne² (CAI, 1960-1996), dont celle du *Diario Militar*. Paulo est à la recherche de son père et de son oncle, disparus pendant le conflit armé guatémaltèque. Il est actuellement plaignant dans l'affaire du *Diario Militar*.

Le *Diario Militar*, une preuve des méthodes de guerre contre-subversives employées à l'époque du conflit armé interne

Le *Diario Militar*, « journal militaire » en français, est un registre de l'armée guatémaltèque qui recense 183 porté-e-s disparu-e-s (militant-e-s, étudiants, syndicalistes...) entre 1983 et 1985, opposant-e-s au gouvernement de l'époque, sous la présidence de Oscar Humberto Mejía Víctores. Parmi elles et eux figurent Otto René et Julio Alberto Estrada, le père et l'oncle de Paulo Estrada, qui étaient alors militants au Parti Guatémaltèque du Travail (PGT), le parti communiste clandestin de l'époque.

L'auteur de ce registre est un membre des services de renseignement de l'armée guatémaltèque, qui entre 1983 et 1985 a listé et décrit de la sorte des militant-e-s opposant-e-s, avec la date de leur enlèvement et parfois celle de leur exécution extrajudiciaire³. La torture n'y est pas mentionnée, mais quelques survivant-e-s dont les photos et coordonnées figurent dans le registre, ont témoigné plus tard des tortures qu'ils ont vécues ou dont ils ont été témoins. Les militaires guatémaltèques utilisaient la torture pour obtenir un ou plusieurs noms de militant-e-s faisant partie d'une même cellule, pour remonter les échelons d'une organisation jugée subversive et ainsi la détruire.

Le *Diario Militar*, devenu public en 1999, est très précieux car il témoigne du rôle de l'armée dans les disparitions forcées et les assassinats de nombreuses personnes disparues pendant le CAI. C'est une archive qui a permis de démentir le discours officiel derrière lequel se cachaient les responsables politiques de l'épo-

que en argumentant que les militaires avaient détruit toutes les preuves et qu'il était donc impossible de retrouver les personnes disparues. Le registre témoigne de l'emploi d'une méthodologie bien organisée et structurée pour détruire toute une partie de la population jugée suspecte pendant le CAI.

Marc Drouin a participé en tant qu'historien « expert judiciaire » au procès du *Diario Militar* en avril 2022 pour montrer comment la méthode de répression et d'exécution extrajudiciaire des insurgé-e-s s'inscrit dans la doctrine contre-insurrectionnelle militaire employée au Guatemala pendant la période du CAI, dans un contexte international post-colonial de Guerre froide. Marc Drouin, est également l'auteur d'une thèse intitulée *La guerre contre-insurrectionnelle guatémaltèque. Sa généalogie, le déni des responsables et les sources historiques*. Il y explique que « Le dispositif de répression que le registre [du *Diario Militar*] décrit s'inspire en grande partie du canevas largement développé et mis en pratique par Roger Trinquier et Paul Aussaresses lors de la bataille d'Alger en 1957. Il s'agit d'un dispositif à trois composantes – enlèvements, tortures, exécutions sommaires – dont l'articulation permettait une action d'une redoutable efficacité. Fonctionnel, ce dispositif avait été appliqué systématiquement contre toute personne soupçonnée de faire partie des forces révolutionnaires ou de pactiser avec elles. »

Roger Trinquier était un officier parachutiste français qui a participé aux guerres d'Indochine et d'Algérie, à la suite desquelles il a écrit le livre *La guerre moderne* en 1961. Ce livre lui permet de théoriser ce qu'il appelle la « guerre subversive » et les techniques de « guerre contre-insurrectionnelle ». Trinquier y recommande l'usage de la torture et la formation de spécialistes en technique d'interrogatoire qui sachent utiliser la torture afin d'obtenir des informations sur l'ennemi. Paul Aussaresses était également un militaire français d'influence. Il a travaillé au démantèlement du Front de Libération Nationale avec Roger Trinquier à Alger de janvier à octobre 1957. Il a publié ses mémoires à la fin de sa vie, dans lesquelles il décrit le fonctionnement des services spéciaux en charge de faire disparaître des personnes identifiées comme opposantes à l'ordre établi : les escadrons de la mort.

156. JULIO ALBERTO ESTRADA ILLESCAS
(s) JUAN, AFILIO, 21
Falso: JOSÉ ROLANDO ROSALES RODRIGUEZ --
Miembro del Estado Mayor del PGT
Jefe y Responsable de operaciones, junta
mente con el (s) GUANACÓ, 20, quien se
encuentra en el extranjero.
14-06-84: Fue capturado a las 1800 horas
en el Anillo Periférico, frente al Hospi-
tal Hermano Pedro, zona 11.
Informó que el E.M.G. está integrado por:
Jefe del E.M.G. es (s) RAMIRO
Jefe de Logística ó Int. es (s) JOSE
Jefe de Información es (s) RAUL
Jefe de Sanidad Militar (s) RAUL, 43



Julio Alberto Estrada Illescas, l'oncle de Paulo Estrada qui apparaît dans le registre du *Diario Militar*. Capturé le 14/06/1984 et disparu depuis.

1 Chaque année le Collectif Guatemala reçoit une personne défenseur des droits humains guatémaltèque pour une tournée de plaidoyer et sensibilisation en France et en Europe. C'est la première tournée depuis la pandémie de Covid-19.

2 Pendant le conflit armé interne au Guatemala (1960-1996), plus de 200 000 personnes ont été tuées, 50 000 ont été portées disparues. Selon le rapport « Guatemala : nunca mas » / « Guatemala : plus jamais » (Rapport de référence du Projet interdiocésain « Récupération de la mémoire historique »), 93 % des massacres et exactions pendant le CAI ont été perpétrés par l'armée guatémaltèque.

3 Lorsque la mention « 300 » apparaît à la suite de la description de la personne militante, cela signifie que celle-ci a été assassinée.

Le *Diario Militar*, un procès déjà emblématique : victoires et retour de bâton

Durant la tournée, Paulo Estrada a largement expliqué l'importance de la découverte de cette archive dans le combat mené par les familles des personnes disparues pour obtenir justice et vérité. En plus de constituer des éléments de preuve essentiels pour constituer un dossier juridique solide, la découverte de cette archive a permis de cultiver l'espoir qu'un jour, les personnes disparues soient enfin retrouvées. Depuis, de nombreuses exhumations ont été réalisées et au moins huit corps ont été identifiés.

L'affaire juridique s'est quant à elle construite en plusieurs étapes : après la découverte de l'archive par une équipe de chercheurs des États-Unis et sa publication, les familles de personnes disparues ont saisi les juridictions nationales et régionales. En 2004, elles ont saisi la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). En 2012, la CIDH a rendu sa décision en condamnant l'État guatémaltèque au titre de responsable de graves violations de droits humains dans l'affaire du *Diario Militar*, lui recommandant d'enquêter, de poursuivre et de sanctionner les responsables.

Au niveau national, les familles de personnes disparues du *Diario Militar* continuent leurs propres recherches et déposent plainte de manière collective pour détentions illégales, tortures, disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires et violences sexuelles contre au moins 195 personnes. Entre 2011 et 2021, l'enquête préliminaire est menée par le Ministère Public de manière confidentielle, pour rassembler un maximum de preuves et constituer un dossier juridique susceptible d'ouvrir un procès. Après 10 ans d'instruction, ce sont plus de 8 000 éléments de preuve qui ont été rassemblés. En 2021, le juge d'instruction, Miguel Ángel Gálvez a émis un mandat d'arrêt à l'encontre d'une quinzaine d'anciens militaires, policiers ou haut-fonctionnaires à la retraite, accusés d'implication dans l'affaire du *Diario Militar*. Entre 2021 et 2022, ce sont quinze accusés qui ont été mis en examen, alors que trois accusés sont toujours en fuite. L'un des accusés est un civil, Toribio Acevedo Ramírez, qui était chef de la sécurité de la toujours très puissante entreprise de ciment Progreso, accusée d'être impliquée dans plusieurs affaires de graves violations de droits humains. Selon Paulo Estrada, la présence de Acevedo Ramírez sur le banc des accusés est particulièrement intéressante, car elle montre les liens entre l'armée guatémaltèque et le secteur entrepreneurial durant le conflit armé interne.

Pour plusieurs militant-e-s, dont Paulo, les fortes tensions ressenties qui entourent le procès depuis son ouverture illustrent l'influence et le pouvoir toujours très ancré de cette oligarchie proche des lobbys militaires, des groupes criminels, économiques et politiques. En effet, depuis l'ouverture du procès, les familles des personnes disparues, également plaignantes dans l'affaire, sont continuellement menacées. C'est également le cas de plusieurs fonctionnaires et agents publics de la justice qui ont travaillé sur cette affaire. Citons par exemple, la démission du juge Miguel Ángel Gálvez qui a décidé de partir en exil et de renoncer à son poste en novembre 2022, à la suite des trop fortes pressions exercées à son encontre. Plusieurs juges ayant repris l'affaire sont soupçonnés de servir la cause du « Pacte des corrompus »⁴, comme la

⁴ Le pacte des corrompus est une expression utilisée au Guatemala pour désigner une alliance de politiciens, chefs d'entreprises, militaires et mafieux concentrant l'intégralité des pouvoirs, ressources, réseaux et chassant les oppositions

juge Claudette Domínguez, déjà condamnée pour trafic d'influence.

Durant la tournée, Paulo Estrada a également dénoncé l'abus de droit et l'instrumentalisation de la justice dans le but de maintenir l'impunité des accusés. Par exemple, depuis début 2023, les accusés bénéficient d'un aménagement de conditions de détention avec une simple assignation à résidence, bien que la loi interdise ce type d'aménagement dans le cadre d'accusations de crimes contre l'humanité.

L'affaire du *Diario Militar* est emblématique au Guatemala. Si l'ouverture du procès est considérée par la société civile comme une victoire face à l'impunité qui règne dans un pays où les institutions de l'État sont cooptées par des intérêts privés, elle représente aussi une menace pour les groupes proches du pouvoir. Le retour de bâton s'est donc rapidement fait sentir.

C'est pour nous raconter ces victoires et ces inquiétudes que Paulo Estrada s'est rendu en France et en Europe, afin de sensibiliser le grand public et interpeller les responsables politiques français, européens et internationaux. Pendant 10 jours, accompagné du Collectif Guatemala et de plusieurs de nos partenaires, Paulo Estrada s'est rendu à Paris, Amsterdam, Bruxelles, Berne, Genève, Toulouse et Pamiers, pour alerter sur les menaces qui pèsent sur le procès en cours et qui viennent compromettre la garantie du droit à la vérité, à la justice et la réparation des victimes du CAI. Actuellement, le processus judiciaire est encore en cours.

Pour suivre les avancées du procès Diario Militar, vous pouvez suivre la page facebook @CasoDiarioMilitar ou le @CollectifGuatemala.



Paulo Estrada (à gauche) accompagné par des membres du Collectif Guatemala, de KM207 (Genève) et de la Global Justice Association (Pays-Bas) devant les bâtiments de l'Office des Nations Unies à Genève. © CG

LE GUATEMALA À UN CARREFOUR ENTRE LE RÊVE INES-PÉRÉ DE LA RÉVOLUTION SOCIALE ET LES TÉNÈBRES DU STATU QUO PRO-CORRUPTION

Par **Jérémy Dupont**

Le 25 juin dernier a vu une nouvelle victoire populaire contre la dictature corporative, en propulsant Bernardo Arévalo, candidat social-démocrate et son parti Semilla, au 2nd tour de la présidentielle, obtenant 15 % des voix au 1^{er} tour, dont plus de 30 % dans le département de Guatemala. Alors que l'enjeu de ces élections reposait sur la conformation d'une réelle opposition dans l'hémicycle, le rêve d'un second Printemps démocratique¹ est permis.

Ces élections étaient annoncées comme un point de bascule, en entérinant définitivement la fin du renforcement des institutions et de la lutte contre la corruption incarnée par la Commission Internationale contre l'Impunité (CICIG), expulsée du pays en 2019 par l'ancien président Jimmy Morales. Depuis le départ officiel de plusieurs opérateur-ice-s de justice pro-démocratie, le Guatemala est marqué par une cooptation généralisée de l'appareil étatique et juridique, par et au profit d'intérêts économiques (il)licites des pouvoirs en place : élites économiques traditionnelles et émergentes, coalitions politiques au Parlement et dans les conseils municipaux, retraités du renseignement militaire et narcotrafiquants. Habituellement en opposition, ces derniers s'allient sous la bannière du dénommé « Pacte des corrompus » afin d'engager un renforcement de l'impunité, par le monopole sur les institutions d'État et de justice infiltrées par des réseaux criminels politiques qui, une fois à la tête de celles-ci, servent les intérêts de la corruption.

Le modus operandi revient alors à jouer avec les ressources et outils démocratiques en les détournant de leur raison d'être et en s'assurant une perpétuation du système par une subtile répartition du gâteau de la corruption et des forces politiques représentant leurs intérêts, évitant ainsi la domination d'un des pouvoirs évoqués.

En conséquence, plusieurs candidat-e-s hors système ont été écartés de la campagne électorale sur la base de manœuvres conventionnées, fermant ainsi les espaces de droit de concourir aux élections, comme ce le fut pour Thelma Aldana² en 2019 ou pour le binôme du Mouvement de Libération des Peuples (*Movimiento para la Liberación de los Pueblos*, MLP) Thelma Cabrera et Jordán Rodas en 2023.

Cette bascule s'est finalement retournée contre l'autoritarisme compétitif, contre toute attente tant les artificier-e-s du Pacte des corrompus semblaient avoir tout concocté pour passer des élections sans remous. C'était sans compter sur :

- Le large mécontentement des citoyen-ne-s guatémaltèques ayant boudé les urnes (40 % d'abstention) ou manifesté leur désapprobation envers l'offre électorale (17 % de votes nuls, 7 % de votes blancs),
- Le ras-le-bol généralisé, particulièrement éclairant à l'encon-

tre du parti FCN Nación obtenant environ 22 000 votes en 2023 contre plus de 2 millions en 2015 permettant au parti de gagner la présidentielle,

- La stratégie réussie de Semilla de miser sur les réseaux sociaux pour mobiliser son électorat, en particulier de jeunes primo-votant-e-s, ayant un effet cascade dans l'entourage de celui-ci,
- Les bavures à répétition des élites en place.

Alors, ces élections générales 2023 constituent d'ores et déjà un événement :

- La percée d'un parti au budget modéré et transparent, détournant ainsi le financement électoral traditionnel qui alimente le système de corruption,
- La possibilité d'opter non pas pour un candidat autoritaire sur la base de propositions populistes, mais pour un parti structuré, avec un plan de gouvernement à l'appui.

C'est aussi l'illustration d'une maturité démocratique en train d'émerger, en attestent :

- Un peuple qui s'empare à nouveau de la rue depuis 2015³ et qui s'est renouvelé dans l'entre-deux-tours⁴,
- Une classe moyenne principalement urbaine qui s'insurge contre le capitalisme féodal, amenant à l'obtention de marchés publics sur base de clientélisme (capitalisation basée sur des exonérations fiscales, des subventions directes par l'émission de titres de créances) faute de pouvoir s'engager dans une concurrence internationale loyale,
- Une mobilisation sans précédent contre la campagne noire de fake news et la polarisation extrême, fondement de la narration contrôlée par les élites.

Le Guatemala est aujourd'hui à un carrefour. Ce qui est en jeu est la pose de fondations pour dépurifier le système de la corruption, à commencer par (hypothèses non exhaustives) :

- La formation de fonctionnaires de service public habilité-e-s à exercer librement au sein de l'appareil étatique,
- La mise en place d'une politique et culture de libre concurrence économique pour mettre un terme au système de rente,
- La fin des privilèges et des conflits d'intérêts au détriment du système de capture et corporatiste.

Un 2nd tour transparent et sans fraude est indispensable. L'espoir de sortir d'une longue période obscure est là. L'attente d'un gou-

1 En référence à la période révolutionnaire 1944 - 1954
2 Ancienne procureure générale et candidate à la présidence du Guatemala en 2019

3 La médiatisation du cas « La Línea » investigué par la CICIG et le Ministère Public a amené à la destitution du binôme présidentiel, suite à plusieurs appels à manifester dont une grève générale de toutes les sphères économiques.

4 Les mobilisations de l'entre-deux-tours en faveur de Semilla ont dépassé le clivage classique de classe au Guatemala avec des manifestations spontanées tant dans la capitale et dans les villes intermédiaires que depuis les territoires de l'intérieur.

vement avec des projets de politiques publiques où les élites gagneront moins au profit des plus défavorisés est insoutenable. Mise à jour post-élections : Le parti Semilla et ses candidat-e-s Bernardo Arévalo et Karin Herrera ont remporté l'élection avec 58 % des voix. L'investiture prévue pour le 14 janvier n'est pas garantie dans un contexte d'opérations visant à retirer la personnalité juridique au parti Semilla et de menaces contre l'intégrité du président et de la vice-présidente élu-e-s.

Pour décrypter davantage les enjeux et perspectives post-élections, vous pouvez réécouter le webinaire en espagnol "Semer la démocratie" disponible sur [la page youtube du Collectif Guatemala](#), qui met en dialogue diverses analyses et perspectives.

Sources :

« No nos van a ver venir ». ¿Por qué el movimiento Semilla y su candidato Bernardo Arévalo llegaron a la segunda vuelta? Interpretación sociológica en tres tiempos (Primer momento) »,

Marta Elena Casaús Arzú. 06 de Agosto de 2023

<https://www.plazapublica.com.gt/content/no-nos-van-ver-venir-por-que-el-movimiento-semilla-y-su-candidato-bernardo-arevalo-llegaron>

« La victoria será ardua », Pablo Rodas Martini. 4 de julio de 2023. <https://prensacomunitaria.org/2023/07/la-victoria-sera-ardua/>

« Entrevista con Samuel Pérez: criminalización de Semilla, el sector privado y la economía » – TanGente. <https://www.youtube.com/watch?v=OijmAKG6y7A>

« Autoritarismo vs. Democracia: la encrucijada de Guatemala y Centroamérica »- TanGente <https://www.youtube.com/watch?v=jlWt8xhZn6Q>

BRÈVES

Nouvelles du terrain (Par Ophélie Poulet)

Après un lent démarrage de nos missions d'accompagnement aux défenseur-e-s des droits humains - pour cause de problèmes financiers et administratifs (changement de représentation légale d'ACOGUATE) liés à la criminalisation du projet et à la loi d'ONGI¹ - Arnaud et moi, Ophélie, avons pu reprendre les accompagnements fragilisés par la pandémie et la criminalisation du projet.

Ces accompagnements physiques apportés aux défenseur-e-s se sont notamment effectués au mois de septembre, octobre et novembre 2022 avec un calendrier très soutenu. Nous avons notamment pu accompagner des défenseur-e-s qui luttent pour l'accès à la justice, la justice transitionnelle ou la défense des terres et territoires dans les régions de Chiquimula, Baja Verapaz, Alta Verapaz, Quiché, Huehuetenango, San Marcos, Santa Rosa, Jutiapa et Ciudad Guatemala. Ces derniers mois d'accompagnements physiques ont donc été intenses mais nous n'avons pas pour autant délaissé les autres types d'accompagnements.

Nous avons donc effectué également de l'accompagnement politique, c'est-à-dire du plaidoyer et facilitation de contact auprès de différentes autorités : police, procureurs des droits humains, mairies, ambassades, ONU.

Nous avons aussi développé ou renforcé des partenariats avec d'autres ONG internationales d'accompagnement de défenseur-e-s notamment avec les Brigades de Paix Internacionales (PBI), NISGUA, Breaking the Silence, Swefor et UDEFEGUA (Guatemala).

De plus, nous avons repris la communication de nos activités et la diffusion d'information sur la conjoncture et l'actualité sur les réseaux sociaux et la page internet d'ACOGUATE.

Enfin, nous n'avons cessé depuis le début de notre engagement d'effectuer des analyses de sécurité des différents cas que nous accompagnons pour assurer au mieux notre accompagnement aux défenseur-e-s des droits humains.

1 Le 21 juin 2021, une nouvelle loi sur les organisations non gouvernementales est entrée en vigueur au Guatemala et donne au gouvernement le pouvoir de radier une ONG sans avoir recours à un tribunal ou à un mécanisme de défense, et lui donne également le contrôle des fonds d'aide internationale. Les organisations de la société civile ont mis en doute la constitutionnalité de la législation.



LE COLLECTIF GUATEMALA

40 ans de luttes en soutien aux mouvements sociaux guatémaltèques dans leur effort pour construire un État de droit, plurinational, basé sur la justice sociale et environnementale.

En adhérant au Collectif Guatemala, vous soutenez les activités de l'association. Vous recevrez notre bulletin d'information, le Solidarité Guatemala, ainsi que les actualités de l'association et de nos partenaires par mail.

Qui sommes-nous ?

Fondé en 1979 par des réfugié-e-s guatémaltèques et des militant-e-s français-e-s, le Collectif Guatemala est une association loi 1901 de solidarité internationale qui a pour objet d'apporter un soutien matériel et moral aux luttes des populations guatémaltèques pour le respect des libertés publiques, des droits humains, de la justice sociale et de l'environnement. Il est constitué de bénévoles et d'une coordinatrice sur lesquels repose la vie de l'association.

Merci !

Merci à nos partenaires :



FDVA
FONDS POUR LE
DEVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE



ADHÉSION / ABONNEMENT

Le Collectif Guatemala vous propose plusieurs formules de soutien :

- | | |
|---|-------------|
| <input type="checkbox"/> Adhésion au Collectif, permettant de recevoir la Lettre d'information — Solidarité Guatemala | 23 € |
| <input type="checkbox"/> Adhésion à tarif réduit (étudiants, chômeurs etc., joindre justificatif) | 15 € |
| <input type="checkbox"/> Don, un soutien supplémentaire pour nos activités | € |

Total :€

Chèque à l'ordre du Collectif Guatemala, à envoyer à l'adresse suivante :
Collectif Guatemala — 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Téléphone Courrier électronique

- Je suis intéressé.e pour être bénévole au sein de l'association
- Je souhaite recevoir la lettre d'information mail du Collectif Guatemala et j'autorise l'association à m'ajouter sur la liste de diffusion (environ un mail tous les mois et demi, actualités de l'association et des partenaires)

Les dons et cotisations peuvent être déductibles des impôts à hauteur de 66 %.

Vous pouvez aussi soucrire en ligne ! Adhérez via notre profil HelloAsso :

<https://www.helloasso.com/associations/collectif-guatemala/paiements/adhesion-au-collectif-guatemala>